La doctrine Bush en déroute à Gaza

Le 18/6/2007 8:50:00 (738 lectures)

Article de **Ali Abunimah** publié dans The Electronic Intifada le 14 juin 2007 qui analyse la déroute des milices opposées au gouvernement du Hamas.
L'auteur montre que **Mohamed Dahlan** et ses amis ont conspiré avec Israël et les Etats-Unis pour **créer des Contras** palestiniens chargés de renverser le Hamas.
Cette déroute est aussi celle de la politique américaine dans la région qui consiste à **installer des régimes fantoches** combattant pour elle ses propres ennemis.
Cette stratégie semble avoir échoué partout : en Afghanistan, en Irak, au Liban et maintenant en Palestine.
Photo : Des membres armés du Hamas font sauter les postes de commandement et les bureaux des services de renseignements de la Sécurité préventive dans la bande de Gaza, 14 juin 2007 (Hatem Omar/MaanImages).

La **défaite spectaculaire** des milices palestiniennes soutenues par les USA et les Israéliens à Gaza, battues par les forces fidèles au Hamas, représente un échec majeur de la doctrine Bush en Palestine.

Contexte

Depuis la victoire du Hamas aux élections législatives palestiniennes dans les territoires occupés, en janvier 2006, des **éléments de la direction du Fatah** , longtemps dominant – dont le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, et ses conseillers -, **ont conspiré avec Israël, les Etats-Unis** et les services de renseignements de plusieurs Etats arabes pour renverser et affaiblir le Hamas.
Ce soutien s'est matérialisé notamment par l'acheminement d'armes et de dizaines de millions de dollars pour des milices qui n'avaient aucune raison d'être, surtout la « Force préventive de sécurité » dirigée par le seigneur de la guerre de Gaza, **Dahlan** , un proche allié d'Israël et des Etats-Unis, et la « Garde présidentielle » attachée à Abbas.
Elliott Abrams, conseiller national adjoint de sécurité US – auteur de détournements d'argent au profit des Contras du Nicaragua dans les années 80 et condamné pour mensonges devant le Congrès dans le scandale Iran-Contra – a été à la tête des efforts pour rendre opérationnels ces Contras palestiniens. Abrams est aussi bien connu pour avoir participé à couvrir les massacres et les atrocités perpétrées contre des civils au Salvador par les milices et les escadrons de la mort soutenus par les Etats-Unis.

Deux révélations récentes soulignent l'ampleur de la conspiration

Le 7 juin, Ha'aretz indique que « *des officiels de haut rang du Fatah de la bande de Gaza avaient demandé à Israël de les autoriser à recevoir d'importantes livraisons d'armes et de munitions de pays arabes, notamment d'Egypte.* » D'après le quotidien israélien, le Fatah a demandé à Israël « *des véhicules blindés, des centaines de roquettes RPG antichar (grenades propulsées par roquette – ndt), des milliers de grenades à main et des millions de cartouches pour armes de petits calibres* », le tout destiné à être utilisé contre le Hamas. Depuis l'instant de sa victoire électorale, le Hamas a agi avec pragmatisme et avec l'intention de s'intégrer dans la structure politique existante. Il a observé pendant plus d'un an un cessez-le-feu unilatéral avec Israël et il a arrêté les attentats suicide contre des civils israéliens qui l'avaient tant mis sur la sellette.
Dans une note confidentielle dévoilée, rédigée en mai et publiée par The Guardian cette semaine, l'envoyé spécial des Nations unies, Alvaro de Soto, confirme que c'est sous la pression des Etats-Unis qu'Abbas a refusé la proposition initiale du Hamas pour former un « gouvernement d'union nationale ». De Soto expose que les conseillers d'Abbas ont activement facilité et encouragé à la rupture des aides d'Israël/US/UE et à ce siège des Palestiniens occupés qui a conduit à un accroissement massif de la pauvreté pour des millions de personne. Ces conseillers se sont engagés avec les Etats-Unis dans une « *conspiration* » visant à « *provoquer la fin prématurée du gouvernement (de l'Autorité palestinienne) dirigé par le Hamas* », écrit de Soto.
En dépit d'une opération sanglante tentée contre le Hamas par les forces de Dahlan, en décembre et janvier, le Hamas a maintenu son accord pour former un « gouvernement d'union nationale » avec le Fatah avec, comme médiateur, l'Arabie saoudite, au sommet de La Mecque. Les conseillers de Dahlan et d'Abbas étaient déterminés à le saboter, continuant à rassembler des armes et refusant de placer leurs milices sous le contrôle d'un ministre de l'Intérieur indépendant lequel, découragé, va démissionner par la suite.

Un revers pour les Etats-Unis et Israël

Le centre de la stratégie de l'Amérique en Asie du Sud-ouest et en Asie centrale, particulièrement en Afghanistan, en Iraq, en Palestine et au Liban, est l'installation de régimes fantoches qui combattent pour elle ses propres ennemis. Cette stratégie semble avoir échoué partout. Les Talibans renaissent en Afghanistan. En dépit de leur « relance », les USA ne sont pas prêts de mettre à bas la résistance en Iraq et ne peuvent même pas faire confiance à l'armée iraquienne qu'ils ont mise en place. L'armée libanaise – les Américains espéraient en la soutenant qu'elle ferait contrepoids au Hezbollah – n'a que de pauvres résultats contre les quelques centaines de combattants étrangers terrés dans le camp de réfugiés de Nahr al-Bared (mais elle a causé la mort et l'anéantissement de nombreux réfugiés palestiniens innocents). Maintenant, dans Gaza, le dernier revers.
La politique israélienne est une version locale de la stratégie US, elle a été tentée aussi et elle a échoué. Pendant plus de deux décennies au Liban, Israël a compté sur une milice qu'il mandatait, l'armée sud libanaise, pour l'aider à renforcer son occupation sur le sud du Liban. En 2000, alors que les forces israéliennes se retiraient en hâte, cette milice s'est effondrée aussi vite que les forces de Dahlan aujourd'hui, et beaucoup de ses membres se sont enfuis en Israël. Et le Hamas maintenant évoque la déroute des forces de Dahlan comme « une seconde libération de Gaza ».
Un élément constant de la stratégie israélienne a été d'essayer de faire échec à la résistance palestinienne en mettant en place des directions composées de collaborateurs. Dans les années 70, Israël voyait toujours en l'OLP la seule résistance. Alors, il a monté des « ligues de village », collaborationnistes, en Cisjordanie, comme une alternative à la résistance. En 1976, il a autorisé les élections municipales en Cisjordanie pour donner à ces directions de remplacement une certaine légitimité. Mais quand les candidats présentés par l'OLP ont emporté les conseils, Israël a alors commencé à assassiner les maires OLP à la voiture piégée ou à les obliger à l'exil. Une fois certains dirigeants de l'OLP en exil, tout particulièrement Yasser Arafat, devenus des sous-traitants consentants de l'occupation (un arrangement formalisé par les accords d'Oslo), une nouvelle force de résistance a alors émergé sous la forme du Hamas. Les efforts israéliens pour soutenir Dahlan et Abbas, le successeur d'Arafat, comme alternatives collaborationnistes, ont obtenu de façon spectaculaire l'effet inverse.
A la suite de l'effondrement du Fatah à Gaza, Ha'aretz a écrit que le Premier ministre, Ehud Olmert, allait conseiller au président Bush que Gaza soit coupée de la Cisjordanie. On peut voir cela comme une tentative d'aider Abbas dont la survie est considérée par Israël comme essentielle pour continuer à laisser croire qu'il ne régente pas directement les millions de Palestiniens privés de leurs droits civiques. Un effondrement total de l'Autorité palestinienne exposerait Israël au respect de son obligation légale, en tant que puissance occupante, d'assurer le bien-être des Palestiniens sous sa domination.

Et maintenant, quid des Palestiniens sous occupation ?

Abbas a déclaré l' « état d'urgence » et a limogé Ismail Haniyeh, Premier ministre Hamas, en même temps que le « gouvernement d'union nationale ». L' « état d'urgence » est purement rhétorique. L'autorité qu'Abbas a pu avoir sur Gaza a disparu et Israël assure son entier contrôle sur la Cisjordanie de toute façon.
Haniyeh, dans un discours de ce soir retransmis en direct sur Al-Jazeera , a repoussé les réactions « précipitées » d'Abbas et allégué qu'elles faisaient suite à des pressions venant de l'étranger. Il y évoque 16 points, et notamment que « le gouvernement d'union » émane de la volonté de 96% des Palestiniens occupés exprimée librement dans les urnes. Il réaffirme que son mouvement reste engagé pour la démocratie et pour le système politique existant, que le Hamas n'imposera aucun changement sur la façon de vivre du peuple. Haniyeh déclare que le gouvernement continuera de remplir sa mission, restaurera l'ordre public ; il réaffirme l'engagement du Hamas à l'union nationale et à l'accord de La Mecque. Il appelle tous les membres du Hamas à respecter une amnistie générale garantissant à tout combattant arrêté qu'il sera bien traité (ceci à la suite de déclarations de médias sur une poignée d'exécutions sommaires de combattants du Fatah). Il souligne également que le Hamas ne veut pas combattre le Fatah dans son ensemble, mais seulement ses éléments qui collaborent activement – une allusion nette à Dahlan et aux autres conseillers d'Abbas. Il présente la prise de contrôle par le Hamas comme l'ultime recours à la vague d'anarchie croissante et aux tentatives des collaborateurs, énumérant nombre de crimes présumés qui ont finalement poussé le Hamas à bout. Haniyeh souligne l'unité de Gaza et de la Cisjordanie en tant que « parties indissociables de la nation palestinienne », et il réitère son appel à la libération immédiate du correspondant de la BBC, Alan Johnston.
Le contraste entre l'action d'Abbas et la réponse du Hamas est frappant. Abbas, peut-être poussé par le même clan de conseillers, semble vouloir faire monter la confrontation, alors qu'il n'a aucune raison de penser pouvoir gagner. Le Hamas, qui tient bon et est en position de force, parle un langage de conciliation, soulignant encore et encore que le Hamas n'a de problème qu'avec seulement un petit groupe du Fatah, pas avec sa base. Abbas, Dahlan et leurs alliés doivent réfléchir à la situation calmement. Ils peuvent se laisser tenter de s'en prendre au Hamas en Cisjordanie, mais l'ampleur de leur défaite à Gaza devrait les amener à marquer une pause.
Les deux directions sont coincées. Abbas semble dépendre entièrement du soutien étranger, et notamment israélien, et incapable de prendre des décisions sans une bande de corrompus et d'égoïstes. Le Hamas, quelles que soient ses intentions, est susceptible de se retrouver sous un blocus encore plus dur dans Gaza.
Abbas, soutenu par Israël et les Etats-Unis, demande une force multinationale à Gaza. Le Hamas le refuse invoquant qu'elle serait considérée comme une « force d'occupation ». Effectivement, il a raison de se méfier : depuis des décennies, Israël et les USA bloquent toute les demandes pour une force internationale de protection du peuple palestinien. Le Hamas craint que cette force multinationale ne soit pas là pour protéger les Palestiniens de leur occupant israélien, mais qu'elle soit mandatée pour protéger les intérêts d'Israël que les forces de Dahlan ne sont plus capables de défendre et pour contrer la résistance – à l'instar de la force multinationale au Liban depuis la guerre de juillet 2006.
Des dirigeants sages en Israël et aux Etats-Unis admettraient que le Hamas n'est pas un phénomène de passage et qu'ils n'ont pas les moyens de mettre en place des chefs fantoches capables de rivaliser avec le mouvement de résistance populaire. Mais ils ne manifestent aucune sagesse : les USA demandent aujourd'hui à Israël de « lâcher du mou » en Cisjordanie pour donner une poussée à Abbas. Bien que la doctrine de Bush en ait pris un coup, le peuple palestinien n'a cependant remporté aucune grande victoire.
Le jeu sordide à leurs dépens se poursuit.

Ali Abunimah

Ali Abunimah est cofondateur de la publication en ligne The Electronic Intifada et auteur de « *Un Pays : une proposition audacieuse pour sortir de l'impasse israélo-palestinienne* ».
Traduction : MR pour l'ISM .